

SUBVERTIR LE PROGRAMME POLANYI ET LES S.E.S.

Objet

Le programme de SES de 2010-2019 se présente comme dénué d'idéologie mais il est en réalité totalement corseté par l'analyse néo-classique (ou « mainstream ») et il est difficile de s'écarter ne serait ce qu'un peu de cette perspective.

Intégrer quelques éléments des travaux de Karl Polanyi dans le programme peut peut-être permettre de desserrer le carcan imposé aux enseignants.

LES S.E.S. ET POLANYI.

Lorsque les SES furent créées en 1967, elles n'empruntèrent pas leurs démarches à l'économie universitaire alors naissante (elle s'extirpait à peine des facultés de Droit) mais à une démarche influencée par l'esprit de l'École des Annales ou plus largement par l'Économie Institutionnaliste (celle d'Halbwachs, Simiand, des régulationnistes, de la sociologie économique, etc...). Les SES s'attirèrent alors les foudres des économistes dominants (à tel point que pendant plusieurs années l'agrégation fut une « agrégation de sciences sociales » et non de « sciences économiques et sociales »). Cela dura de 1967 à 2010 quand, à cette approche les programmes de 2010 et 2019 ont substitué une approche purement « mainstream » c'est à dire cloisonnée (entre disciplines) et axiomatique (pour la partie « économie ») alors que l'approche des « SES à l'ancienne » privilégiait l'entrée par objet, le décroisement des disciplines (quand c'était préférable à un cloisonnement) et des démarches inductives. Lorsque les SES prirent ce virage fatidique avec le programme de 2010, l'Apses décida de publier un « programme de contournement » (Sesame) : programme de contournement et non « contre-programme » car l'objectif était d'atteindre les objectifs exigés pour la préparation du baccalauréat tout en restant dans l'esprit des SES « à l'ancienne ». Le contournement a alors été plutôt prudent, n'allant pas trop loin vers les rives de l'institutionnalisme. Cependant le chapitre consacré aux marchés fut plus audacieux car Karl Polanyi y occupait une place centrale.

Karl Polanyi entre en parfaite résonance avec les « SES à l'ancienne » bien qu'il n'ait pas été évoqué au moment de leur création. Ceci pour une bonne raison : la première traduction en français de ses ouvrages date de 1975 (« *Commerce et marché dans les premiers empires* ») alors que les SES ont été créées en 1967. Sans surprise, les programmes de 2010-2019 ne lui ont accordé aucune place... à une exception près : quand on consulte les programmes officiels de 2019 et les fiches Eduscol on ne trouve (sauf erreur de ma part) qu'une seule mention de Polanyi. La mention vaut d'ailleurs la peine d'être signalée : dans la rubrique consacré au chapitre de seconde « *Comment les économistes, les sociologues, les politistes travaillent-ils ?* » les auteurs écrivent « *La sociologie va au contraire interroger la société dans son ensemble dans ce qu'elle a précisément de spécifique, d'ancré historiquement, (et, en l'occurrence, interroger à cette occasion le lien économique, dans ce qu'il a de « désencastré », pour reprendre la métaphore de Karl Polanyi, et de spécifique dans nos sociétés contemporaines), et analyser le lien social, les comportements sociaux et l'articulation entre contraintes sociales et autonomie individuelle* » (<https://eduscol.education.fr/document/23158/download>). L'unique mention à Polanyi est utilisée pour justifier le cloisonnement des disciplines ! A ce degré de cynisme on ne peut qu'être admiratif.

RAPPELS SUR KARL POLANYI

Quelle analyse de l'économie ?

Les programmes actuels de sciences économiques et sociales s'appuient peu ou prou sur la définition de la science économique selon Lionel Robbins, dite définition formaliste, qui désigne l'« *étude du comportement humain comme relation entre des fins et des moyens rares qui ont des usages alternatifs* », définition qui met en avant les notions de rareté et de rationalité.

Polanyi propose une autre définition de l'analyse économique, la définition **substantiviste**, analyse d'un « *procès institutionnalisé d'interaction entre l'homme et son environnement qui se traduit par la fourniture continue des moyens matériels permettant la satisfaction des besoins* ». On s'intéresse donc aux formes et structures sociales de la production, de la répartition et de la circulation des biens qui caractérisent cette société à un moment déterminé de son existence. On ne fait référence ici ni à la rareté ni à l'infinité des besoins ni à la rationalité mais à la question de la relation des humains avec leur environnement social et naturel, relation susceptible de variations selon les lieux et les époques. On abandonne donc l'idée de lois universelles pour privilégier la comparaison qui implique la mobilisation d'autres disciplines de sciences sociales que la « science économique ». La tâche peut effrayer et on peut se rendre compte de sa difficulté en consultant quelques extraits de la table des matières de l'ouvrage « Commerce et marché dans les premiers empires » : « *Critique de la mentalité de marché : de l'économie politique à l'anthropologie* », « *L'anthropologie en tant qu'Histoire* », « *Un mauvais usage de la théorie économique : son application à la société primitive* », « *La sociologie et la conception substantive de l'économie* », ... Anthropologie, sociologie, économie politique, ... mais on mobilise aussi largement l'Histoire : « *Le commerce sans marché au temps d'Hamourrabi* », « *Vue d'ensemble sur l'histoire économique de la Mésopotamie* », « *Les ports de commerce dans les civilisations Aztèques et Mayas* », « *Ouidah, port de commerce sur la côte de Guinée* », ... Il n'est bien sûr pas question de nous transformer en historiens mais d'utiliser quelques exemples pour nourrir la réflexion (de même que les historiens qui parlent de la croissance des trente glorieuses ne se transforment pas en économistes. Cependant on peut s'attendre à des frictions avec nos collègues d'Histoire-Géographie (mais nous sommes habitués).

Modes de circulation des richesses.

Les marchés existent dans d'autres sociétés que la nôtre mais cela ne signifie pas que le « système de marché » tel que nous le connaissons est universel. Dans toutes les sociétés l'échange marchand peut coexister avec deux autres modes de redistribution des richesses : la redistribution centralisée et la réciprocité. La redistribution centralisée est le fait que les richesses produites repassent par un « centre » qui peut être l'Etat, le Prince, etc... la réciprocité est faite de don-contredon, partages, ... entre groupes ou entre individus (Polanyi ajoute parfois le cas de l'autosuffisance du groupe). Ces modes de redistribution des richesses ont des caractéristiques qui leur sont spécifiques : si la redistribution centralisée est essentiellement contrainte et impersonnelle, la réciprocité est généralement personnalisée et socialement contrainte. Enfin, l'échange marchand a la caractéristique d'être libre et impersonnel. Ces trois modes de circulation des richesses existent donc dans toutes les sociétés mais leur hiérarchie peut différer (ainsi s'il existe des échanges marchands dans les sociétés antiques égyptiennes, ils sont marginaux et le cœur des échanges est le fait d'une redistribution centralisée). Ce qui caractérise les sociétés contemporaines n'est donc pas l'existence de marchés mais que ceux-ci soient centraux dans la redistribution des richesses et surtout qu'ils soient « désencastrés ».

Désencastrement et marchandisation

Dans les sociétés antiques et les sociétés traditionnelles, les échanges marchands restent non seulement mineurs mais dépendants de contraintes diverses (institutionnelles, politiques, culturelles, religieuses, ...). Ainsi, les échanges de biens se feront suivant des règles et des traditions données (avec

certaines protagonistes mais pas d'autres, selon des règles déterminées par le pouvoir,...). Ils sont, selon les termes de Polanyi, « encastres » dans le social. À l'inverse, dans les sociétés capitalistes, les échanges marchands sont non seulement dominants mais indépendants des contraintes sociales. Polanyi parle de « désencastrement » (qu'on n'a pas de mal à associer à l'idée de « marchés libres »). Mais le désencastrement n'est jamais total : dans la société française contemporaine il subsiste des règles et des interdits culturels et/ou légaux : le sang ne se vend pas, la GPA n'est pas marchandisable, ... Cependant certains interdits culturels cèdent comme, par exemple, la revente de cadeaux, impensable il y a quelques générations et la marchandisation poursuit son cours. Il faut donc voir le désencastrement comme un processus.

Pour Polanyi, le moment crucial du désencastrement intervient quand certains produits qui ne devraient pas faire l'objet d'échanges sur des marchés libres deviennent des marchandises, ce qu'il appelle des « marchandises fictives ». Il en distingue trois : la terre, la monnaie et le travail. La monnaie, objet collectif par excellence dont l'échange sur un marché était sévèrement contrôlé au Moyen-Âge (répression des prêts à taux usuraires). La terre, source d'alimentation, base pour la reproduction de la société. Enfin, le travail n'est pas un produit comme un autre et ne peut être laissé aux aléas des mouvements de marché (Polanyi date le phénomène de désencastrement de 1834 avec l'abolition de la loi de Speenhamland - « loi sur les pauvres »).

Un imaginaire adéquat

Pour être accepté, le désencastrement du marché doit s'accompagner de représentations collectives adéquates, représentations qui toucheront le marché, l'individu et la monnaie.

A partir des Lumières naît le mythe du marché autorégulateur et au 19^e siècle, son corollaire l'homo-œconomicus. Marché auto régulateur et homo œconomicus sont deux figures légitimant le désencastrement de l'économie et le développement du libéralisme. De plus ces représentations ont des effets performatifs : la croyance dans le marché autorégulateur va transformer la société par les réformes « structurelles » qui peuvent en découler et toucher les individus par des injonctions constantes à l'efficacité et à la maximisation de la satisfaction,... et en incitant l'individu maximisateur à se situer « hors de la société ». Ces représentations sont couramment qualifiées de « modèles » mais il s'agit bien de « mythes » car comme tout mythe elles donnent une origine au monde dans lequel nous vivons tout en légitimant les transformations en cours.

On peut donc se demander si les multiples approches en termes d'individualisme méthodologique « étroit »¹ ne constituent pas des armatures imaginaires de ce désencastrement : on peut penser aux approches qui font de l'organisation le résultat d'actions individuelles et rationnelles (« public choice », ...), aux travaux de Gary Becker sur la famille, et aux tentatives d'analyser la pratique des cadeaux de Noël à la lumière de l'intérêt individuel « bien compris » (on voit d'ailleurs le caractère performatif de ces travaux à la lumière des travaux actuels).

Ces représentations vont également toucher la monnaie. Le désencastrement implique une marchandisation croissante mais il faut pour cela une monnaie universelle, équivalent général. C'est bien ainsi qu'est présentée la monnaie dans le courant mainstream et dans les cours de SES. Instrument accepté par tous et donnant des capacités d'acquisition universelle. Or Polanyi insiste bien sur le fait que dans la plupart des sociétés (hors des « sociétés capitalistes ») la monnaie est souvent à usage spécifique et ne permet d'acheter que certains types de biens (on n'achète pas les biens de luxe et les biens courants avec la même monnaie) ou est destinée à des publics différents (monnaies destinées aux hommes ou aux femmes). Il s'agit de special-purpose money, monnaie à usages limités qu'on distingue des monnaies que l'on connaît, « all-purpose money » (monnaie universelle ou

¹ Il faut sûrement distinguer différentes variantes d'IM. L'IM en sociologie de Raymond Boudon est différent de l'IM en économie de Becker.

monnaie à tous usages). Cependant, même notre monnaie n'est pas totalement à tous usages et est marquée socialement (voir V. Zelizer « La signification sociale de l'argent » ou Florence Weber,...)

Les dangers du désencastrement

Dès 1944, dans « La grande transformation », Karl Polanyi s'inquiète des effets de l'essor de la marchandisation sur l'environnement. A propos du marché dérégulé, il écrit : « *Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert* » et « *Aucune société ne pourrait supporter, ne fut-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système (...), si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable* ».

De plus, désencastrement des marchés entraîne un délitement des liens sociaux, « l'incapacité de la société à faire société ».

Ce mouvement de désencastrement ne se fait pas sans réponses de la part de la société. Toujours dans « La grande transformation », il conclut : « *Après un siècle « d'amélioration » aveugle, l'homme restaure son « habitation ». Si l'on ne veut pas laisser l'industrialisme éteindre l'espèce humaine, il faut le subordonner aux exigences de la nature de l'homme* ».

Des réponses et tentatives de réencastrement des marchés sont possibles : l'instauration de politiques sociales, développement d'actions collectives, les conventions collectives, les coopératives. Cependant, parmi les multiples contre-mouvements il en est un qui ne laisse pas d'inquiéter : l'essor des régimes totalitaires (à l'époque, fascisme et nazisme).

Plus largement, la période dite des trente glorieuses constitue également un moment de réencastrement des marchés : en 1944 la « conférence de Philadelphie » met en exergue la formule « *Le travail n'est pas une marchandise* ». Au cours des trente glorieuses, le travail connaît un processus partiel de démarchandisation : le développement des CDI amoindrit les effets d'une flexibilité des marchés, les négociations individuelles cèdent le pas face aux négociations collectives ; le salaire n'est donc plus véritablement un « prix de marché » et le contrat de travail s'accompagne de droits sociaux. Au niveau international La monnaie sera à nouveau contrôlée (« accords de Bretton-Woods » de 1944 qui fixent institutionnellement les parités des monnaies). Mais ce mouvement de réencastrement reste limité et partiel et le début des années 1980, avec les divers mouvements de déréglementation, constitue un renouveau du désencastrement des marchés. Pour certains auteurs, nous arrivons à nouveau au bout de ce mouvement de marchandisation, ce qui expliquerait la montée actuelle de divers autoritarismes.

SUBVERTIR LE PROGRAMME AVEC POLANYI

Les concepts centraux de Polanyi sont-ils compatibles avec le programme de S.E.S. ?

Si on reprend la liste des concepts de Polanyi, on voit combien ceux-ci sont éloignés de la lettre et de l'esprit du programme désastreux de 2010-2019.

Pluridisciplinarité : Le programme 2010-2019 parle de pluridisciplinarité mais celle-ci ne concerne que trois disciplines dans une optique du cloisonnement disciplinaire. Elles ne pourront être « croisées » qu'en fin d'année (donc elles ne le seront probablement pas) et ne permettront pas de traiter des perspectives autres comme l'ensemble de la sociologie économique.

Modes de circulation des richesses : comme pour les concepteurs des programmes, l'économie ce n'est pas de la sociologie, il n'est pas dans l'esprit du programme de présenter la réciprocité à l'égal de l'échange marchand. L'appellation de « non marchand » ne pourra être vue que dans le cadre des « services non marchands » (pour l'essentiel des services publics dans le cadre d'une « redistribution centralisée ») éventuellement perçus comme néfastes à l'échange marchand.

Imaginaire : l'imaginaire nécessaire au désencastrement fonctionne à plein dans ce programme. Rappelons que la volonté de cloisonnement des disciplines a abouti à éliminer l'analyse de la consommation (où on avait de fait confrontation et articulation des dimensions économiques, sociologiques voire politiques de la consommation). De même, les échanges ne sont pas présentés mais seulement le marché (et qui plus est, dans sa dimension scientiste la plus fantasmagique qui ferait hurler même les libertariens). On ne parlera donc pas de « réciprocité » (au mieux elle sera « cantonnée » dans les chapitres sociologiques). L'État n'est envisagé en classe de première que comme un agent comme les autres (ménages et entreprises). C'est cet « imaginaire » qui amène à ne traiter la question de l'environnement que sous l'angle économico-techniciste (innovations et régulations par le marché) en terminale. A la rigueur les interdictions étatiques peuvent être envisagées mais pas les évolutions sociétales.

Désencastrement, réencastrement,

Dans cet imaginaire le marché et l'homo œconomicus ont toujours existé². La notion de désencastrement est donc impossible à penser.

Marchandisation

Et, de fait, la marchandisation, qu'il est tout de même difficile de contester concrètement, entre dans l'ordre naturel des choses (« L'homo-œconomicus est devant nous » disait Marcel Mauss)

« special-purpose money », « all-purpose money »

Ces notions vont totalement à l'encontre de la présentation mainstream de la monnaie et obligerait à prendre en compte soit des perspectives ethnologiques et historiques, soit des perspectives sociologiques (qui « parlent » beaucoup aux élèves). Ce serait très difficile à intégrer dans les programmes actuels.

Marchandises fictives

Parle de marchandises fictives soulignerait que certains produits ne peuvent pas, par nature, faire l'objet d'échanges libres sur le marché (et même parfois d'échanges tout simplement). On imagine bien que ce n'est pas compatible avec l'esprit du programme actuel.

Économie substantive

On s'oppose en tout point à la définition adoptée par le programme de 2010-2019 (qu'on retrouve avec les chapitres « comment les économistes pensent-ils ? » ou « quelques grandes questions que se posent les économistes »).

Économie substantive

On s'oppose en tout point à la définition adoptée par le programme de 2010-2019 (qu'on retrouve avec les chapitres « comment les économistes pensent-ils ? » ou « quelques grandes questions que se posent les économistes »).

Institution : qu'est ce qu'une Institution ?

Le terme « institution » est un des plus difficiles à définir. Pour le CNRTL (« Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales qui relève du CNRS), une institution peut être définie comme « Action d'instituer, d'établir; résultat de cette action », « Ce qui est institué » ou « l'ensemble des

² On peut avoir beau jeu de dire que la notion d'homo-œconomicus n'est pas citée dans le programme mais celui-ci est constamment présent : « La plus grande ruse du diable est de faire croire qu'il n'existe pas »

structures politiques et sociales établies par la loi ou la coutume et qui régissent un État donné » <https://www.cnrtl.fr/definition/institution>

Si on consulte la fiche eduscol on constate (sans surprise) que les rédacteurs ne montrent pas que le marché est une institution mais que le marché a besoin d'institutions³ avec, au passage, une confusion entre « institutions » et « organisations » (la fiche eduscol parle en réalité des seconds et non des premières) (<https://eduscol.education.fr/document/23176/download>). Il est juste indiqué que le marché est lui-même une institution sans expliquer pourquoi, sinon en faisant référence au degré de concentration. Les cours proposés par le collège de France (qui font office de recours officiels) proposent un peu plus de mentions des Institutions (<https://campus-innovation-lycees.fr/wp-content/uploads/2022/12/Classe-de-premiere-Chapitre-1.pdf>). Mais là encore on indique surtout que les marchés ont besoin d'institutions (« *Les marchés réels sont encadrés par des institutions, c'est-à-dire un ensemble de règles, de normes et de conventions formelles et informelles au sens de Douglas North, qui lui permettent d'exister et de fonctionner. Les institutions sont donc en quelque sorte les «règles du jeu, le cadre des interactions.* ». Le collège de France propose aussi une vidéo dans laquelle les Institutions sont définies (au sens de Douglas North) comme « *un ensemble de règles ou conventions formelles ou informelles qui cadrent les interactions* » (sous entendu interactions dans le cadre d'un échange marchand). On y indique donc que les marchés existent grâce à des institutions qui permettent cette forme particulière de coordination des échanges.

On y parle également d'Économie Institutionnelle mais vue selon la « Nouvelle Économie Institutionnelle » de Douglas North (et Williamson) largement appuyée sur l'économie standard. Selon North « *Les institutions sont des ensembles de règles, de procédures d'observance et de normes comportementales morales et éthiques conçues afin de contraindre le comportement des individus dans le but de maximiser la richesse ou l'utilité des dirigeants.* » (Douglass C. North, *Structure and Change in Economic History*, - citation tirée de « l'histoire de la pensée économique » écrite par Deleplace et Lavialle <https://shs.cairn.info/maxi-fiches-histoire-de-la-pensee-economique--9782100759309-page-151?lang=fr>)

Mais il existe également une « Ancienne Économie Institutionnaliste » qui dominait au début du 20^{ème} siècle, celle de Commons, Veblen et de l'« École historique allemande » ... et à laquelle se rattachent aujourd'hui la « Théorie de la Régulation » ou l'École des conventions. Leur définition des Institutions diffère de celle de la « Nouvelle Économie Institutionnaliste ». Selon Schmoller : « *Par institutions politique, juridique, économique, nous comprenons un arrangement pris sur un point particulier de la vie de la communauté, servant à des buts donnés, arrivé à une existence et à un développement propres, qui sert de cadre, de moule à l'action des générations successives pour des centaines ou des milliers d'années.* » (Gustav von Schmoller, *Principes d'économie politique*, 1900). Citation tirée de « l'histoire de la pensée économique » écrite par Deleplace et Lavialle (eh oui !) <https://shs.cairn.info/maxi-fiches-histoire-de-la-pensee-economique--9782100759309-page-151?lang=fr>. Pour Commons l'institution est « *l'action collective contrôlant l'action individuelle* » (emprunté à J. Maucourant).

Dans le cours du Collège de France, Douglas North est l'auteur central et a droit à un encadré. En revanche aucun auteur de « l'Ancienne Économie Institutionnaliste » n'est cité : ni Polanyi, ni Schmoller, ni Commons,..., et même les auteurs contemporains et importants relevant de la sphère institutionnaliste comme Boyer, Aglietta ou Orléan sont absents.

³ « L'existence d'offres et de demandeurs ne suffit pas à l'existence d'un marché. Pour son fonctionnement, le marché a besoin de règles et d'institutions (droits de propriété, normes d'hygiène et de sécurité, la monnaie etc...) qui s'imposent aux acteurs et constituent le cadre des transactions marchandes. Le marché a besoin d'institutions pour fonctionner et il est lui-même une institution dans la mesure où il organise une grande partie des échanges » (fiche eduscol).

Conclusion d'étape

Polanyi ne rejetait pas les « approches formelles » en elles mêmes mais il remettait en cause leur prétention à être universelles. Il remettait en cause l'idée qu'on puisse analyser les sociétés passées ou les sociétés traditionnelles à l'aide de ces approches. Mais, même pour notre société elles sont insuffisantes car si elles permettent d'en analyser les dimensions marchandes, elles ne permettent pas d'aborder ses dimensions non marchandes. Elles ne permettent pas non plus d'aborder les questions écologiques de façon satisfaisante.

Un retour à Polanyi n'est donc pas anachronique. En témoigne le fait que Stiglitz (2001) a rédigé en des termes louangeurs la préface de l'édition états-unienne de l'ouvrage le plus populaire de Polanyi, « *La grande transformation* » (emprunté à J. Maucourant).

Intégrer Polanyi dans les cours de S.E.S. : propositions.

Le chapitre de première sur le marché est conçu comme une forteresse qu'il est difficile d'entamer puisque que la première mention est « Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ? ». On démarre donc du marché, du marché concurrentiel et de sa modélisation. Il est alors difficile de sortir du regard néo-classique. Mais il y a une faille avec la première consigne « *Savoir que le marché est une institution* » puisque le programme ne dit pas que le marché est une institution mais qu'il a besoin d'institutions.

La conception des marchés qui en découle n'est pas la même selon le point de vue adopté : alors que pour « l'Ancienne Économie Institutionnaliste » les marchés sont des activités institutionnalisées de façon spécifique, pour la « Nouvelle Économie Institutionnaliste » les marchés sont conçus non comme des Institutions mais comme complémentaires aux Institutions. Selon J. Maucourant, il n'y aurait donc pas plus opposées que ces deux écoles institutionnalistes car l'approche de « l'Ancienne Économie Institutionnaliste » (et de Polanyi) contredit la naturalité du marché qui domine dans la « Nouvelle Économie Institutionnaliste ».

Ces cours du Collège de France étant rédigés sous la houlette de Philippe Aghion, on sourit en pensant à ses propos: « Pour les SES, je n'ai suivi aucune démarche idéologique » (Entretien dans Alternatives Économiques n° du 16 Novembre 2018).

Échanges et marchandisation.

Dans l'optique de la « Première Économie Institutionnaliste » le marché est donc une Institution qui permet la « stabilisation des comportements » mais il n'est pas la seule. Il faut également tenir compte de la réciprocité et de la redistribution centralisée. **Il est donc possible de faire précéder le chapitre sur le marché** par un point sur les modalités de l'échange et de présenter le marché comme une modalité parmi d'autres.

On peut montrer ensuite le processus de marchandisation à l'aide d'exemples concrets. Certains exemples relèvent de l'évidence (l'activité culinaire au foyer rétrocedée à l'industrie alimentaire, les reventes de cadeaux, l'essor des entreprises de baby-sitting,...). Les exemples pour lesquels la marchandisation semble impensable (pour l'instant) comme le don de sang ou d'organes, la GPA, etc... permettent de montrer les limites sociales de la marchandisation et de présenter le concept d'encastrement (et de désencastrement).

Il est ensuite possible de reprendre « le cours normal du programme » en présentant le marché de concurrence parfaite. A l'issue de ce chapitre on peut se demander s'il s'agit d'un « modèle » (comme le veulent les néo classiques) ou d'un mythe performatif (dans l'optique de Polanyi) : si les élèves demandent à quoi servent ces modèles irréalistes, on pourra répondre soit qu'il s'agit d'une simplification de la réalité soit qu'il s'agit d'une manière de faire accepter un certain comportement de consommateur.

La question environnementale

La question environnementale évoquée par Polanyi pourra trouver sa place à deux endroits au moins : dans le chapitre de première sur les « limites des marchés » au moment où on parle d'externalités négatives. On peut en profiter pour montrer que la notion « d'externalités négatives » repose sur l'idée de naturalité des marchés et amène à proposer des moyens d'améliorer le fonctionnement des marchés. Dans les démarches hétérodoxes (notamment Polanyiennes) il s'agit de remettre en cause la marchandisation elle-même. On peut à cet égard évoquer Aglietta pour qui parler d'externalités négatives revient à retomber dans les impasses de l'analyse Néo-Classique (« [Pour une écologie politique au-delà du capitalocène](#) »).

La question environnementale peut également être abordée en terminale dans les chapitres consacrés à la croissance ou à l'environnement.

La monnaie

Les questions relatives à la monnaie seront beaucoup plus difficiles à intégrer dans le programme (vue l'étroitesse des propositions du programme). En revanche, il est peut-être possible, en délaissant un peu Polanyi, d'intégrer la question de la monnaie et de l'argent dans le chapitre consacré à la socialisation.

Les marchandises fictives.

La question des marchandises fictives sera également difficile à intégrer. Dans les chapitres consacrés aux questions écologiques, il est possible de montrer que la terre (et l'environnement) « ne gagne pas forcément » à être marchandisée. Il est également peut-être possible de faire quelques suggestions sur la question du travail dans les chapitres consacrés à l'emploi ou aux marchés (du type « le travail est-il une marchandise comme une autre ? »). Là encore, montrer que la monnaie est une marchandise fictive sera difficile voire contre productif (mais on peut se contenter de rappeler que le prêt à intérêt a pu être sérieusement réglementé voire interdit).

Quant aux questions portant sur « l'imaginaire des sociétés », l'économie substantive ou la pluridisciplinarité, elles se dégageront tout au long des questions abordées dans les programmes.

I) POUR S'INITIER (aux travaux de Polanyi)

Introductions à Polanyi :

Deux ouvrages simples :

- + S. Plociniczak, N. Abdelkader, J. Maucourant : « Karl Polanyi et l'imaginaire économique » -Le Passager clandestin 25 Août 2020
- + Nicolas Postel, Richard Sobel : « Karl Polanyi » - Que Sais-je ? – P.U.F. – 2024 (Note de lecture : <https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/notes-de-lecture/notes-de-lecture-en-economie/karl-polanyi-que-sais-je-.html>)

Un ouvrage d'introduction plus complet

- + J. Maucourant : « Avez-vous lu Polanyi ? » Flammarion Champs Essais -2011

Principaux ouvrages de Karl Polanyi :

- + « La grande transformation » - Gallimard Tel - 2009
- + « La subsistance de l'homme » - Flammarion Bibliothèque Des Savoirs - 2011
- Commerce et marché dans les premiers empires ; sur la diversité des économies (Collectif)- Le Bord de l'eau La Bibliothèque Du Mauss - 2017
- + « Essais de Karl Polanyi » (recueil) - Le Seuil Économie Humaine - 2008

... et de multiples articles sur Internet.

Notamment : J. Maucourant et S. Plociniczak : L'« institution » selon Karl Polanyi. Fondements et mise en perspective contemporaine » - *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 17 | 2009, 143-156. <https://journals.openedition.org/traces/4257>

CHOIX DE TEXTES DE KARL POLANYI

Texte 1

L'avènement du *laisser-faire* a brutalement mis en question la vision que l'homme civilisé avait de lui-même, au point qu'il ne s'est jamais totalement remis des conséquences de ce bouleversement. Ce n'est que peu à peu que nous prenons conscience de ce qui nous est arrivé, il y a seulement un siècle.

L'économie libérale, cette réaction première de l'homme face à l'avènement de la machine, constitua une rupture brutale avec la situation antérieure.

Ce fut le début d'une réaction en chaîne: les marchés isolés d'autrefois ont été transmués en un système de marchés autorégulateur. Cette nouvelle économie donna naissance à une nouvelle société. L'étape décisive fut la suivante: on transforma le travail et la terre en marchandises, c'est-à-dire qu'on les traita *comme s'ils* avaient été produits pour être vendus. Certes, l'un comme l'autre n'étaient pas réellement des marchandises dans la mesure où ils n'étaient pas produits du tout (comme la terre) ou, s'ils l'étaient, ils n'étaient pas destinés à la vente (comme le travail). Et pourtant, jamais fiction plus efficace ne fut imaginée. En achetant et en vendant librement le travail et la terre, on leur imposa le mécanisme du marché. Il y eut désormais offre de travail et demande de travail; il y eut offre de terre et demande de terre. Il y eut, en conséquence, un prix de marché pour l'emploi de la force de travail, appelé salaire, et un prix pour l'utilisation de la terre, appelée rente. Les marchés du travail et de la terre se sont constitués, à l'image de ceux des marchandises que ces facteurs concouraient à produire. L'ampleur réelle d'un tel changement est mieux perçue si l'on rappelle que les mots travail et terre n'indiquent pas autre chose que, respectivement, l'homme et la nature. La fiction de la marchandise consigne le destin de l'homme et de la nature au fonctionnement d'un automate qui suit sa routine et est régi par ses propres lois.

On n'avait jamais assisté à un tel phénomène. Le principe opposé s'appliquait encore dans le système mercantiliste, même si celui-ci encourageait délibérément la création de marchés. Le travail et la terre n'étaient pas confiés au marché; ils faisaient partie de la structure organique de la société. Là où terre était commercialisable, seule la détermination de son prix était laissée en général aux différentes parties prenantes. Quand le travail était objet de contrat, les salaires eux-mêmes étaient généralement fixés par les pouvoirs publics. La terre était régie par les coutumes de la seigneurie, du monastère, de la commune et soumise aux limitations légales⁴ concernant le droit de la propriété foncière. Le travail était réglementé par des lois contre la mendicité et le vagabondage, par les statuts des travailleurs et des artisans, par les lois sur les pauvres ainsi que par les décrets des communes et des guildes. Dans les faits, toutes les sociétés connues par les anthropologues et les historiens réservaient les marchés aux biens proprement dits.

Ainsi l'économie de marché créa-t-elle un nouveau type de société. Le système économique, plus exactement le système de production, a alors été confié à une structure au fonctionnement autonome. Un mécanisme institutionnel contrôlait les hommes dans leurs activités quotidiennes ainsi que les ressources de la nature. Cet instrument de bien-être matériel était sous le seul contrôle des incitations produites par la faim et le gain, ou, plus précisément, engendrées par la peur de se retrouver sans le minimum nécessaire pour vivre et par l'attente d'un profit. Tant qu'une personne sans propriété ne pouvait se procurer de quoi manger sans être obligée au préalable de vendre sa force de travail, tant qu'un propriétaire pouvait sans encombre acheter au prix le plus bas et revendre au prix le plus élevé, la fabrique aveugle continuerait à pourvoir toujours plus de biens pour le profit de l'espèce humaine. C'est la peur de mourir de faim chez le travailleur et l'appât du profit chez l'employeur qui permettaient à ce vaste système de se maintenir.

⁴ « *Common-law limitations* » : il est probable que cette expression se réfère à l'histoire «in institutions britanniques, plutôt qu'au système du « droit commun » existant en Europe mentale du xvie à la fin du xviii^e siècle [NdE].

Ainsi, une « sphère économique » totalement distincte des autres institutions de la société fit son apparition. Puisque aucun groupe humain ne peut survivre sans une structure de production qui fonctionne, son incarnation dans une sphère distincte et séparée rendit le « reste » de la société dépendant de cette sphère. Cette entité séparée était elle-même régulée par un mécanisme qui contrôlait son fonctionnement. En conséquence, le mécanisme du marché en vint à déterminer la vie du corps social. Il ne faut donc pas s'étonner que le type de société émergente ait été une société «économique » à un degré tout à fait inconnu jusqu'alors. Les « motivations économiques » régnaient souverainement dans leur propre monde ; l'individu était forcé d'agir en suivant leur logique, sous peine d'être réduit à néant par un marché. Cette conversion forcée à une vision utilitariste faussa fatalement la compréhension que l'homme occidental avait de lui-même. (K. Polanyi : « *La mentalité de marché est obsolète* » - 1947)

Texte 2

La production n'est pas une affaire individuelle mais collective. Quand un individu a faim, il n'y a pas de solution évidente qui s'impose à lui. Poussé au désespoir, peut-être sera-t-il conduit à voler, ce qui peut difficilement être qualifié d'action productive. Pour l'homme, cet animal politique, tout émane de conditions sociales et non pas naturelles. C'est simplement l'organisation de la production dans une économie de marché qui a conduit, au XIX^e siècle, à concevoir la faim et le gain comme « économiques ». La faim et le gain sont dans ce cas liés à la production *via* la nécessité de « percevoir un revenu ». Dans un tel système, en effet, l'homme qui veut vivre est contraint d'acheter des biens sur le marché grâce à un revenu obtenu par la vente d'autres biens. Le nom donné à ces revenus, salaire, rente et intérêt, varie selon ce qui est offert à la vente, c'est-à-dire l'utilisation de la force de travail, de la terre ou de la monnaie. Le revenu appelé profit, c'est-à-dire la rémunération de l'entrepreneur, vient de la vente de biens dont le prix de vente est plus élevé que celui des biens qui ont permis sa production.

Par conséquent, tous les revenus proviennent des ventes et toutes les ventes, -directement ou indirectement, contribuent à la production. Celle-ci est, en effet, *dépendante de l'acquisition d'un revenu*. Tant qu'un individu « perçoit un revenu », il contribue automatiquement à la production.

Il est donc évident que le système ne fonctionne que si les individus ont une bonne raison de s'adonner à l'activité qui consiste à « acquérir un revenu ». La faim et le gain, séparément et conjointement, leur fournissent cette raison; ces deux motivations, ainsi adaptées au mécanisme de la production, sont identifiées, par conséquent, comme « économiques ». Il semble alors que la faim et le gain soient *les* incitations sur lesquelles tout système économique, quel qu'il soit, doive s'appuyer. Cette affirmation est sans fondement. L'observation des sociétés humaines nous indique que la faim et le gain ne sont pas utilisés comme incitations à la production et, quand c'est le cas, ils sont toujours mêlés à d'autres motivations majeures.

Aristote avait raison : l'homme n'est pas un être économique, mais un être social. En se procurant des biens matériels, son but n'est pas de préserver son intérêt personnel, mais plutôt de s'assurer la bienveillance, un certain statut et des avantages sociaux. Il accorde de la valeur aux choses possédées surtout en tant que moyens pour parvenir à ces fins. Ses incitations ont donc un caractère « multiple » que nous relions à son besoin de reconnaissance sociale ; c'est ainsi que l'on peut expliquer ses efforts productifs. *L'économie de l'homme est en général immergée dans ses relations sociales*. Le changement qui, au contraire, conduisit à une société *immergée* dans le système économique était un développement entièrement nouveau.

(K. Polanyi : « *La mentalité de marché est obsolète* » - 1947)

Texte 3

L'émergence de la domination des marchés n'a pas été affaire de degré mais de nature. Les marchés, par lesquels des ménages par ailleurs auto-suffisants écoulaient leurs surplus, n'orientaient pas directement la production et ne constituaient pas la source de revenus du producteur⁵. C'est le cas uniquement dans une

⁵ En ce qui concerne de tels marchés périphériques ou à petite échelle, comme le fonctionnement en Afrique, voir Paul Bohannon et George Dalton, « Introduction », *in* Id.

économie de marché, quand *tous* les revenus proviennent des ventes et quand on ne peut se procurer les marchandises qu'en les achetant.

Il y a seulement un siècle que le marché libre du travail apparut en Angleterre. La tristement célèbre *Poor Law Reform* (1834) a supprimé l'approvisionnement de base que les gouvernements paternalistes effectuaient à l'attention des pauvres. Les hospices pour les pauvres, qui accueillaient auparavant les plus

misérables, furent transformés en lieux de honte et de torture mentale auxquels même la faim et la misère étaient préférables. Mourir de faim ou travailler, telle était l'alternative que l'on offrait aux pauvres. Ainsi, on créa un marché du travail national et concurrentiel. En l'espace d'une décennie, le *Bank Act* (1844) établit le principe de l'étalon-or ; le gouvernement fut dessaisi de la création monétaire sans qu'on prît en considération les conséquences pour le niveau de l'emploi. Parallèlement, une réforme des lois sur la terre en rendit la propriété transférable et l'abrogation des lois sur le blé (1846) fit naître un espace mondial du grain, laissant par là même le fermier du Continent non protégé à la merci des caprices du marché.

C'est ainsi que furent établis les trois piliers du libéralisme économique, principes sur lesquels se construisit l'économie de marché: le travail doit avoir un prix que le marché va établir; l'offre de monnaie doit dépendre d'un mécanisme autorégulateur ; les marchandises doivent pouvoir circuler librement entre les pays sans qu'on se soucie des conséquences de cette libre circulation. En bref, le marché du travail, l'étalon-or et le libre-échange. Un processus qui s'autorenforce fut enclenché, au terme duquel le modèle autrefois inoffensif du marché a été transformé en une monstruosité sociale.

(K. Polanyi : « *La mentalité de marché est obsolète* » - 1947)

Texte 4

Choisissez une motivation religieuse, politique ou esthétique, choisissez la fierté, le préjugé, l'amour, voire l'envie : l'homme vous paraîtra alors essentiellement religieux, politique, esthète, fier, plein de préjugés, pétri d'amour ou d'envie. Ses autres motivations, au contraire, paraîtront lointaines et confuses puisque l'on ne peut compter sur leur efficacité pour cette affaire essentielle qu'est la production. La motivation que vous aurez choisie représentera l'homme «réel».

En fait, les hommes travaillent pour des raisons multiples et variées tant que les choses sont organisées à cet effet. Les moines faisaient du commerce pour des raisons religieuses, et les monastères devinrent les plus grands centres de commerce d'Europe. Le commerce Kula des insulaires trobriandais, un des systèmes de troc les plus complexes que l'on connaisse, a essentiellement une visée esthétique. L'économie féodale était gouvernée par le système coutumier. Chez les Kwakiutls, la finalité essentielle de la production semble être la satisfaction d'un point d'honneur. Sous le despotisme mercantiliste, l'industrie était souvent planifiée pour satisfaire le pouvoir et la gloire. Dans la même logique, on considère généralement les moines ou les serfs, les Mélanésien de l'Ouest les Kwakiutls et les hommes d'État du XVII^e siècle comme étant régis respectivement par la religion, l'esthétique, la coutume, l'honneur et la politique.

Dans le régime capitaliste, tout individu doit percevoir un revenu. Comme travailleur, il doit vendre sa force de travail au prix courant ; comme propriétaire, il doit viser au profit maximum, car de son niveau de revenu dépend sa place parmi ses pairs. Ce sont la faim et le gain qui, même de façon indirecte, le font labourer et semer, filer et tisser, extraire du charbon et piloter des avions. Par conséquent, les membres d'une telle société vont se croire gouvernés par ces deux motivations.

En fait, l'homme n'a jamais été aussi égoïste que l'exigeait la théorie. Bien que le mécanisme du marché rende manifeste sa dépendance vis-à-vis des biens matériels, les motivations « économiques » ne constituèrent jamais pour l'homme les seules incitations au travail. C'est en vain que les économistes, tout comme les moralistes utilitaristes, l'exhortaient à ne considérer en affaires que ses motivations d'ordre « matériel » à l'exclusion de toute

(dir) *Markets in Africa*, New York, Natural History Press, 1965. [Note de G. Dalton, dans le volume dont il est éditeur et où le présent article a été réédité : Karl Polanyi, *Primitive, Archaic and Modern Economies*, Garden City, N.Y., Doubleday & Co., 1968, p. 67.]

autre. Si l'on observe son comportement de plus près, on remarque que ses motivations sont de nature remarquablement « multiple » et qu'elles incluent des notions telles que le sens du devoir pour soi-même et pour les autres ; peut-être même est-il secrètement heureux de travailler pour le plaisir de travailler.

Cependant, ce qui nous intéresse ici ne concerne pas les motivations réelles de l'homme mais celles qui sont présumées ; ce n'est pas la psychologie qui nous occupe mais l'idéologie des affaires, *car c'est sur celle-ci, et non sur celle-là, qu'est fondé le point de vue sur la nature humaine*. Dès que, en effet, la société attend de ses membres un type défini de comportement et que les institutions prédominantes sont généralement en mesure de l'imposer, les idées concernant la nature de l'homme vont avoir tendance à refléter cet idéal, qu'il corresponde ou non à la réalité

(K. Polanyi : « *La mentalité de marché est obsolète* » - 1947)

Texte 5

Le déterminisme économique

Le mécanisme du marché a également créé l'illusion que le déterminisme économique était une loi générale pour toute société humaine.

Naturellement, cette loi est vérifiée dans une économie de marché. En effet, le système économique tel qu'il fonctionne n'« influence » pas seulement le reste de la société : il le détermine aussi, de la même façon que les côtés d'un triangle n'influencent pas seulement les angles mais les déterminent également. Prenons la stratification en classes : l'offre et la demande sur le marché in travail étaient *identiques*, respectivement, à la classe des travailleurs et à celle des employeurs. Les classes sociales des capitalistes, des propriétaires fonciers, des tenanciers, des courtiers, des marchands, des professions libérales, etc., étaient déterminées par les marchés correspondants de la terre, de la monnaie, du capital et de divers services. Les revenus de ces classes étaient fixés par le marché, leur rang et leur position dans la société par leurs revenus. Cela constitua un bouleversement total d'une pratique séculaire.

Selon l'expression célèbre de Maine, le *contractus* a remplacé le *status* ou, comme Tönnies préférerait le dire, la « communauté » a fait place à la « société » ; en ce qui nous concerne, nous dirons que *les relations sociales sont désormais enchâssées dans le système économique alors qu'autrefois le système économique était enchâssé dans les relations sociales*.

(K. Polanyi : « *La mentalité de marché est obsolète* » - 1947)

Texte 6

Je plaide ici pour la diversité retrouvée des motivations qui devraient inspirer l'homme concernant son activité quotidienne de producteur, pour la réabsorption du système économique dans la société et pour l'adaptation créatrice de nos modes de vie à un environnement industriel.

De ces constats s'ensuit un effacement de la philosophie du *laissez-faire* et de son corollaire qu'est la société de marché. Cette philosophie est responsable de la séparation de l'unité vitale de l'homme en, d'une part, l'homme « réel » versant dans les valeurs matérielles et, d'autre part, l'homme « idéal » considéré comme supérieur. Plus ou moins inconsciemment, elle paralyse notre imaginaire social en nourrissant le préjugé du déterminisme économique. Elle a bien rempli son rôle dans cette phase de la civilisation industrielle qui est maintenant derrière nous. Au prix de l'appauvrissement de l'individu, ce système a enrichi la société. Le défi vital d'aujourd'hui consiste à rendre à l'individu la plénitude de sa vie, même si cela peut signifier une société techniquement moins efficace. On cherche actuellement dans différents pays et de différentes façons à se débarrasser du libéralisme classique. A droite, à gauche et au centre on explore de nouvelles voies. Les sociaux-démocrates britanniques, les tenants du *New Deal* aux États-Unis, mais aussi les fascistes européens et les adversaires américains du *New Deal* appartenant à diverses écoles « managériales » rejettent l'utopie libérale. Il serait dommage de se laisser aveugler par le climat politique actuel qui bannit tout ce qui est russe et qui pourrait nous empêcher d'apprécier les réussites des Russes en matière d'ajustement créatif vis-à-vis des quelques aspects fondamentaux d'un environnement de type industriel.

(K. Polanyi : « *La mentalité de marché est obsolète* » - 1947)

Texte 7

En termes généraux, on peut dire que la monnaie est un système sémantique semblable au langage, à l'écriture ou au système des poids et mesures. La monnaie ressemble le plus au langage, sans lequel les humains ne seraient pas ce qu'ils sont, pas plus dans la sphère individuelle que dans la sphère sociétale. Cela est valable pour les trois usages de la monnaie, que sont les fonctions de paiement, d'étalon et d'échange. Il se trouve que la monnaie archaïque a pour effet singulier de consolider la structure sociale. Les institutions tendent à être renforcées par l'identification quantitative des obligations et des droits résultant de l'introduction du système numérique. Les caractéristiques sociologiques auxquelles elles sont liées sont, principalement, le statut et la construction de l'État. Les institutions économiques archaïques étaient généralement liées à ces deux facteurs et structurées par ceux-ci. Le statut est fortifié et l'État affermi lors de leur développement, et, par ailleurs, elles s'appuient sur des intérêts de groupes et de classes.

Les institutions économiques archaïques n'eurent donc pas seulement un rôle économique, mais également des fonctions sociétales. C'est à Ibn Bat-tuta⁶ qu'on doit la découverte des fils en cuivre, fins et épais, servant de monnaie statutaire [*status money*] dans les empires du Niger au XIV^e siècle. Les fils fins, qui servaient à payer les salaires, ne pouvaient acheter que du bois de chauffage et du millet grossier, tandis que les fils épais pouvaient tout acheter, y compris des biens réservés à l'élite. Des limites à la consommation étaient ainsi mises en place pour les pauvres, alors qu'un niveau de vie plus élevé pour les classes de loisir⁷ était automatiquement assuré. On peut parler ici à juste titre d'une « monnaie du pauvre » comme instrument servant à conserver les privilèges des classes supérieures. Mais il est également fait mention de cas où le statut était délibérément institué en vue du bien-être. Au XVI^e siècle, il existait au Proche-Orient une « aune⁸ du pauvre » à Basra⁹, pour l'achat de vêtements bon marché. Cette aune était plus longue d'un cinquième que l'aune normale avec laquelle on achetait les vêtements plus chers. Il est également fait référence au millet, avec lequel on pouvait tout acheter à moindre prix sur les marchés soudanais.

C'est l'inverse qui se produisait dans la « circulation des biens réservés à l'élite » de la Grèce homérique, avec le don réciproque de biens ayant le caractère de trésors. En Afrique occidentale, la circulation des biens réservés à l'élite était un principe de commerce. On ne pouvait acquérir des chevaux, de l'ivoire, des esclaves qualifiés, des métaux précieux, des bijoux et des objets provenant de trésors, qu'en échange de produits de la sphère des biens réservés à l'élite. Dans le Proche-Orient ancien, les différenciations de statut en relation avec les monnaies archaïques peuvent être la clé de certaines énigmes économiques cunéiformes. Selon le Code d'Hammourabi, le taux d'intérêt des prêts remboursés en argent était de 20 %, alors qu'il était de 33,33 % s'il était remboursé en orge. Pourtant, il semble que le choix du mode de remboursement ait été laissé au débiteur, ce qui apparaît étrange. Cependant, si, comme on peut légitimement le supposer, les prêts en argent n'étaient accordés *qu'aux* nobles, alors que l'homme ordinaire ne pouvait emprunter *qu'en* orge, l'existence de statuts fournirait une explication à cette apparente absurdité. Il est évident que la monnaie archaïque était en lien, de différentes façons, avec le statut, ce qui créait des relations fortes et invisibles dans le tissu social.

(« *Les institutions économiques archaïques : la monnaie-cauri* » - « Essais de Karl Polanyi » - Seuil – 2002)

Texte 8

Dans ce chapitre, nous nous proposons essentiellement de déterminer le sens du terme « économique », de telle sorte qu'il puisse s'appliquer uniformément à toutes les sciences sociales. Il nous faut d'abord constater

⁶ Ibn Battuta est un grand voyageur et écrivain maghrébin du XIV^e siècle [NdE]

⁷ Dans des discussions postérieures à la publication de *T&M*, disponibles à l'Institut Karl-Polanyi d'économie politique (Concordia University), Polanyi fait référence à l'œuvre de Veblen. On ne peut donc que penser ici au célèbre ouvrage de cet auteur *The Theory of Leisure Class*, paru en 1899 ; trad. fr. de Louis Évrard, *Théorie de la classe de loisir*, préface de Raymond Aron, « Avez-vous lu Veblen ? », Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1970 [NdE].

⁸ Ancienne mesure de longueur [NdE].

⁹ Il s'agit ici de Bassora, grand port du sud de l'Irak actuel [NdE].

que, lorsqu'il s'agit d'activités humaines, le terme « économique » comporte deux significations aux racines distinctes que nous nommerons sens substantif et sens formel.

Le sens substantif tire son origine de la dépendance de l'homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie. Il renvoie à l'échange entre l'homme et son environnement naturel et social. Cet échange fournit à l'homme des moyens de satisfaire ses besoins matériels.

Le sens formel dérive du caractère logique de la relation entre fins et moyens, comme le montrent les expressions « économique » ou « économiser ». Ce sens renvoie à une situation bien déterminée de choix, à savoir entre les usages alternatifs des différents moyens par suite de la rareté de ces moyens. Si les lois gouvernant le choix des moyens sont appelées logique de l'action rationnelle, nous pouvons désigner cette variante de la logique par un concept nouveau : l'économie formelle.

Les deux sens fondamentaux du terme « économique », le sens substantif et le sens formel, n'ont rien en commun. Celui-ci découle de la logique, celui-là du fait. Le sens formel implique un ensemble de lois relatives au choix entre des usages alternatifs de moyens insuffisants. Le sens substantif ne sous-entend ni choix ni moyens insuffisants ; la subsistance de l'homme peut ou non imposer un choix, et, si choix il y a, celui-ci n'est pas obligatoirement déterminé par l'effet limitatif de la « rareté » des moyens ; en fait, quelques-unes des conditions physiques et sociales les plus importantes pour vivre, telles qu'avoir de l'air et de l'eau ou l'amour d'une mère pour son enfant, ne sont pas, en général, si limitées. La logique impérative contenue dans l'un des concepts diffère de celle

contenue dans l'autre concept, comme la force du syllogisme diffère de la force de gravitation. Les lois de l'esprit gouvernent l'un tandis que celles de la nature gouvernent l'autre. Les deux significations ne pourraient être plus éloignées l'une de l'autre ; du point de vue sémantique, elles sont diamétralement opposées.

À notre avis, seul le sens substantif d'« économique » est capable de produire les concepts qu'exigent les sciences sociales pour analyser toutes les économies empiriques du passé et du présent. Le cadre général de référence que nous essayons de construire nous oblige donc à traiter le problème en termes substantifs. L'obstacle qui se dresse immédiatement sur notre route réside, comme nous l'avons indiqué, dans ce concept d'« économique » qui renferme les deux sens, substantif et formel, à la fois. Un semblable amalgame de sens est bien sûr acceptable tant que l'on demeure conscient de ses effets restrictifs. Mais le concept courant d'« économique » coule en un seul moule les sens de « subsistance » et de « rareté » sans suffisamment se soucier des dangers que présente cette fusion pour une compréhension adéquate.

(...)Donc, s'il avait été pure pédanterie de différencier dans le langage parlé les deux sens du terme « économique », leur fusion en un seul concept s'avéra tout de même néfaste pour une méthodologie précise des sciences sociales. L'économie constituait naturellement une exception, puisque, dans le système marchand, ses termes avaient une correspondance avec la réalité. Mais en étudiant le rôle que joue l'économie dans la société humaine, l'anthropologue, le sociologue ou l'historien se trouvaient chacun confrontés à une grande variété d'institutions autres que les marchés et dans lesquelles étaient encastrés les moyens de subsistance de l'homme. De tels problèmes ne pouvaient être cernés par une méthode analytique conçue pour une forme spéciale de l'économie qui dépendait de la présence d'éléments marchands spécifiques¹⁰.

Texte 9

L'économie humaine est donc encastrée et englobée dans des institutions économiques et non économiques. Il importe de tenir compte de l'aspect non économique. Car il se peut que la religion et le gouvernement soient

¹⁰ L'emploi sans discernement du concept composé favorisa ce que l'on pourrait bien appeler la « fausseté de l'économicisme ». Il consistait en une identification artificielle de l'économie avec sa forme marchande. De Hume et Spencer à Frank H. Knight et Northrop, la pensée sociale a souffert de cette restriction à chaque fois qu'elle abordait l'économie. L'essai de Lionel Robbins (1932, 2e éd., 1935, 158 p.), bien qu'utile aux économistes, dénatura définitivement le problème. Dans le domaine de l'anthropologie, l'ouvrage publié en 1952 par Melville Herskovits marque une régression par rapport à ses travaux d'avant-garde de 1940.

aussi capitaux pour la structure et le fonctionnement de l'économie que les institutions monétaires ou l'existence d'outils et de machines qui allègent la fatigue du travail.

L'étude du changement de place de l'économie dans la société n'est donc rien d'autre que l'étude de la manière dont le procès est institutionnalisé à différentes époques et en divers lieux. (...) D'un point de vue empirique, nous constatons que les principaux modèles sont la réciprocité, la redistribution et l'échange. La réciprocité sous-entend des mouvements entre points corrélatifs de groupes symétriques ; la redistribution désigne des mouvements d'appropriation en direction d'un centre, puis de celui-ci vers l'extérieur. L'échange se réfère ici à des mouvements de va-et-vient tels que les changements de « mains » dans un système marchand.

(K. Polanyi : « *L'économie en tant que procès institutionnalisé* »)

Texte 10

Du fait de l'usage de la monnaie comme moyen d'échange dans notre organisation marchande de la vie économique, nous avons tendance à considérer la monnaie en des termes trop étroits. Or, aucun objet n'est monnaie en soi et tout objet dans un domaine approprié peut fonctionner comme de la monnaie. En réalité, la monnaie est un système de symboles semblable au langage, à l'écriture ou aux poids et aux mesures. La différence entre ces systèmes provient principalement du but recherché, des symboles utilisés et du degré de finalité unique et cohérente qu'ils représentent.

pseudo-philosophies de la monnaie

La monnaie est un système unifié de façon incomplète : y rechercher une finalité unique est un chemin qui ne mène nulle part. C'est ce qui explique les nombreuses tentatives infructueuses pour déterminer « la nature et l'essence » de la monnaie (...)

Partout, la monnaie symbolique est considérée comme la vraie monnaie, puisque c'est la plus abstraite et la moins utile; puis viennent l'or et l'argent, comme substituts ; en l'absence de ces métaux, même le grain fera l'affaire. Il s'agit d'un renversement logique de l'ordre des choses, dans lequel les instruments monétaires matériels sont les preuves empiriques principales. Pourtant, l'existence de symboles ne devrait pas entraîner de complications ; il s'agit bien sûr d'une donnée propre à tout système monétaire. Si le papier-monnaie considéré comme un symbole « représente » des pièces, alors dans notre logique il symbolise quelque chose qui est déjà un symbole, c'est-à-dire la monnaie. Les symboles ne « représentent » pas seulement quelque chose ; ils sont matériels, oraux, visuels, ou signes purement imaginaires qui font partie de la situation définie dans laquelle ils interviennent; c'est ainsi qu'ils prennent du sens.

(K. Polanyi : « *La sémantique des usages de la monnaie* »)